



## Elections du 1<sup>er</sup> au 8 décembre 2022 pour les représentant·e·s du personnel au Comité Social d'Administration de l'Université de Strasbourg

- Le CSA remplace le CT,  
une commission du CSAE remplace le CHSCT

Le Comité Social d'Administration (CSAE), c'est la traduction, pour la fonction publique, des ordonnances Macron qui ont modifié le code du travail en 2017. Il va remplacer le comité technique d'établissement (CTE).

Au sein du CSAE sera désignée une Formation spécialisée Santé Sécurité Conditions de Travail (F3SCT) qui remplacera le Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT).

Pour nous toutes et tous, c'est une grave régression. Là où il y avait deux instances avec une dizaine de représentant·e·s (+ leurs suppléant·e·s) chacune, il n'y en aura plus qu'une de 10 élu·e·s. Le CSAE ne se réunira plus que deux fois par an, sauf si la moitié des membres en fait la demande.

- Nos revendications

**Conditions de travail** : Nous demandons le recrutement à hauteur des besoins dans tous les services pour mettre fin à la surcharge de travail généralisée. Nous défendons des conditions de travail dignes (mobilité, qualité des bâtiments, conditions sanitaires...) en adéquation avec les enjeux climatiques. Nous demandons la prise en charge du jour de carence par l'université.

**Traitements et salaires** : Nous défendons une augmentation générale des traitements et salaires permettant de compenser a minima les pertes depuis plus de 10 ans. Nous défendons une refonte des grilles (titulaires et contractuel·le·s) garantissant les augmentations les plus fortes pour les rémunérations les plus faibles.

**Droits des précaires** : Nous revendiquons la titularisation des contractuels et contractuelles qui le désirent. À défaut pour les CDD, leur CDIisation avec les mêmes droits de rémunération, de primes, de progression, de congé et d'ancienneté que les titulaires.

**Égalité de traitement entre femmes et hommes** : A Strasbourg, les femmes représentent 52 % des effectifs globaux. Ce chiffre cache cependant des disparités importantes en fonction du statut : 65 % des personnels BIATSS sont des femmes, mais elles ne sont que 42 % parmi les personnels enseignants. Parmi les BIATSS, la proportion de femmes la plus importante est parmi les personnels de catégorie C.

**Primes** : Nous dénonçons le système de primes au mérite et luttons contre les inégalités qui s'aggravent de ce fait. À défaut de pouvoir supprimer le système de primes, nous revendiquons un pot commun des primes et une répartition proportionnellement inverse aux rémunérations (contractuel·le·s compris·e·s).

**Promotion et évaluation :** Nous dénonçons les évaluations infantilisantes des collègues de tous statuts, des BIATSS aux EC. Pour toutes et tous, les changements de grade doivent être automatiques, les autres promotions doivent être liées à des critères objectifs, notamment l'ancienneté.

**Recherche :** Nous dénonçons la baisse des moyens et leur attribution sur des critères de «performance». Il faut assurer à tous les laboratoires des moyens financiers pérennes et un recrutement de personnels permanents à hauteur des besoins avec une équité qui fait défaut à l'Université de Strasbourg.

**Doctorant·e·s :** Nous défendons une refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance des doctorantes et doctorants, qui doivent particulièrement être protégé·e·s face aux risques d'isolement et d'abus de pouvoir.

**Violences sexistes et sexuelles, discriminations :** En 2016, l'enquête Virage-Unistra révélait que plus de 10% des étudiantes et 4% des étudiants interrogé·e·s avait été exposé·e·s à des faits de harcèlement sexiste ou sexuel. La lutte contre les VSS et les discriminations – à l'encontre des étudiant·e·s et des personnels - doit être une priorité pour l'université. Nous demandons la mise en place de formations systématiques pour les étudiant·e·s de L1 et les personnels ainsi que le renforcement des dispositifs de veille et de signalement des violences et discriminations

**Vacataires :** Nous défendons l'application réelle de la mensualisation du paiement des heures de vacances et nous opposons à l'uberisation de l'enseignement supérieur où des auto-entrepreneu·r·se·s vivent de vacances. Il est temps de faire le bilan réels des besoins en enseignement et de recruter des titulaires pour remplir cette mission de service public.

- **SUD Éducation Alsace : un syndicalisme de lutte**

Depuis sa création en 2009, les présidences de l'Université de Strasbourg n'ont cessé, de faire de notre établissement un laboratoire des politiques destructrices pour le service public de l'ESR. Le président actuel a notamment, après avoir été un des lobbyistes de la L(P)PR, appelé à voter pour E. Macron dès le premier tour des élections présidentielles. Si l'ESR est une ruine, ses fossoyeurs sont encore en charge et nous refusons d'assumer avec elleux ce qu'ils ont semé qui engendre par exemple un plan d'économie financière rebaptisé "plan de sobriété énergétique". Nous vous demandons de nous permettre de siéger au CSAE en votant pour notre liste pour que nous puissions repenser l'Université et mettre face à leurs responsabilités ceux qui président à la chute actuelle de nos institutions. Dans le contexte actuel, un syndicalisme de lutte est plus que nécessaire.

